

Une frange de syndicats dit oui, mais...

F.B.E.M

Libreville/Gabon

REUNIS jeudi dernier à la Chambre de commerce de Libreville, une douzaine de représentants des syndicats du secteur public et parapublic ont répondu favorablement à l'initiative du président Ali Bongo Ondimba pour la tenue d'un dialogue national inclusif et sans tabou.

Il s'agit de : Synaps, Sapas, C.F.S.L, USDS-Usap, Synapap, SAAT, Syprocom, SAMTAC, CSDT, CSP, SVAPTour-Usap,

SASBTP et Synas.

Ces structures ont dit s'inscrire dans la lignée de ce qui s'est toujours fait, avec la participation des partenaires sociaux aux précédents débats nationaux, dont les Accords de Paris en 1994. Mais "à la différence des consultations passées", ces syndicats ont dit vouloir ressortir avec des acquis "clairs". Notamment en ce qui concerne l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Aussi, se sont-ils interrogés sur la forme que va prendre ce dialogue national. "Nous nous interrogeons s'il est important pour nous d'être dans

la grande messe ou il y aura des politiques, des ONG et des associations, vu que nous n'aurons pas toujours la même lecture des choses (...). Lorsque nous irons traiter des questions de la durée du mandat présidentiel, ou de la mise en place ou non d'une vice-présidence, comprenez qu'autant cela nous intéresse, autant cela ne nous implique pas directement. Les travailleurs que nous représentons attendent autre chose", a fait savoir Serghes Mickala Moudanga, s'exprimant au nom du Synaps.

Et de poursuivre : "Nous pensons que nous avons notre place dans ce dialogue. Mais

on ne veut pas aller dans ce four-là, où il y aura plus de politiciens qui viendront poser leurs problèmes qu'autre chose. Les travailleurs ont un cadre approprié au sein duquel nous pensons que les discussions peuvent être menées. Au gouvernement de voir".

Les syndicalistes se sont par ailleurs retrouvés pour "examiner" le discours du Premier ministre, Franck-Emmanuel Isoze Ngondet, en ce qui concerne les actions des cent premiers jours du gouvernement. Serghes Mickala Moudanga et ses compagnons ont jugé qu'ils faisaient face, là aussi,

Photo : F.B.E.M



Serghes Mickala (c.) et les siens disent oui au dialogue, mais le souhaitent adapté à leurs préoccupations de travailleurs.

à certaines zones d'ombre. La première concerne la démarche des différents responsables ministériels. Lesquels n'impliqueraient pas, jusque là, les partenaires sociaux qu'ils sont, dans la

mise en œuvre de ces actions. Ils se sont également interrogés quant à "la matérialisation même" de cette politique, notamment par rapport aux moyens humains et financiers.